



Renforcer le leadership des acteurs locaux et nationaux dans la coordination humanitaire - Exemples pratiques

Groupe de coordination des Clusters globaux – Groupe de travail sur la localisation

Février 2025

INDEX

Renforcer le leadership des acteurs locaux et nationaux dans la coordination humanitaire - Exemples

pratiques.....	3
1. Les LNA comme agences chef de file des Clusters / AoRs	4
Étude de cas n° 2 : approche de coordination conjointe avec les autorités sanitaires nationales ou infranationales et le groupe sectoriel de la santé.....	5
2. Co-coordination nationale des Clusters/AoRs par les LNA :	5
Étude de cas n° 3 :	6
Cluster éducation du Sud-Soudan.....	6
Étude de cas n° 4 : le domaine de responsabilité de la protection de l'enfance au Nigeria (CP AoR) coordonné par Goal Prime Organisation Nigeria (GPON), une ONG nationale du Nigeria	7
Étude de cas 5 : Le domaine de responsabilité VBG au Yémen (GBV AoR) coordonnée par l'Union des femmes du Yémen (YWU)	7
Étude de cas n° 6 : Co-coordination par un acteur national du Cluster sécurité alimentaire et moyens de subsistance au Sud-Soudan	7
3. Coordination infranationale par les LNA :	8
Étude de cas 7 : Renforcement du Cluster Éducation de la RDC à Goma.....	8
Étude de cas n° 8 : Taimako Community Development Initiative (TCDI) co-coordonne le secteur WASH dans l'État de Yobe, au Nord-Est du Nigeria	9
Étude de cas n° 9 : Women for Change étend la co-coordination du niveau sous-national dans l'État de Warrap à la coordination nationale à Juba.	9
Étude de cas n° 10 : les coordinateur·rice·s LNA infranationaux·ales du Cluster Santé du Soudan (GHC)	10
4. Adhésion de LNA aux groupes consultatifs stratégiques (SAG) au niveau national et mondial	10
Étude de cas 11 : Adhésion des LNA au SAG du Cluster Wash Global (GWC).....	11
Étude de cas n° 12 :	11
Cluster éducation du Sud-Soudan.....	11
Étude de cas n° 13 : les organisations dirigées par des femmes sont les membres principales du domaine de responsabilité VBG global.	11
Étude de cas n° 14 : Groupe consultatif stratégique du Cluster santé en Éthiopie	12
5. Leadership des LNA dans les groupes de travail techniques :	12
Étude de cas n° 15 : des organisations locales dirigées par des femmes dirigent des groupes de travail techniques	12
Étude de cas n° 16	13
6. Leadership des LNA pendant les processus du cycle du programme humanitaire (HPC)	13

Étude de cas n° 17 : L'autorité nationale et la société de la Croix-Rouge népalaise (NRCS) dirigent le Cluster Abris Népal en matière de préparation.	13
Étude de cas n° 18	14
Étude de cas n° 19	14
Étude de cas n° 20 : Création de groupes de travail sur le handicap, l'âge et l'inclusion à Cox's Bazar, au Bangladesh	14
Étude de cas n° 21	15
Étude de cas n° 22	16
Étude de cas n° 23	16
Étude de cas n° 24	16
7. La localisation mène la transition vers la désactivation des Clusters	17
Étude de cas n° 25 : Cluster Abris du Honduras - Transition et désactivation vers une LNA	17
Étude de cas n° 26 :	18
Aperçu de la transition humanitaire en Irak	18

Renforcer le leadership des acteurs locaux et nationaux dans la coordination humanitaire - Exemples pratiques

La notion de localisation conceptualisée initialement par le [Grand Bargain](#) en 2016, reconnaît la nécessité d'offrir des opportunités équitables aux acteurs locaux et nationaux¹ (LNAs), y compris les organisations dirigées par des femmes² (WLOs), les Organisations de personnes en situation de handicap (OPD)³ et d'autres groupes, de jouer un rôle de premier plan au niveau national et sous-national des Clusters/domaines de responsabilité, et d'être présents lorsque des décisions stratégiques sont prises (par exemple, dans les groupes d'orientation stratégiques (SAG) ou les groupes de travail techniques. Ce guide pratique vise à mettre en lumière des exemples pratiques de Clusters⁴ sur la façon dont ils ont promu le leadership des LNAs afin d'inspirer d'autres Clusters/AoRs à faire de même, conformément au guide de l'IASC.⁵

Quel est le public cible de ce guide ?

Ce guide peut être utile pour :

- Les équipes de coordination des Clusters comprenant des coordinateur·rice·s, des co-coordonateur·rice·s, des responsables de la gestion de l'information (IMO).
- Les partenaires du Cluster qui ont l'intention de promouvoir le leadership des organisations locales et nationales dans la coordination humanitaire.
- Les LNAs qui aspirent à jouer un rôle de premier plan dans les mécanismes de coordination de l'aide humanitaire ou qui cherchent à le faire.

Pourquoi devrions-nous promouvoir et renforcer le leadership des LNAs dans la coordination de l'aide humanitaire ?

- ✓ Les LNAs apportent une compréhension du contexte et une expertise essentielles à une prise de décision efficace en cas de crise, que les capacités internationales peuvent compléter. Les WLO et les OPD sont particulièrement bien placées pour intégrer les perspectives et les besoins des femmes, des jeunes filles et des personnes en situation de handicap dans les espaces de coordination.
- ✓ Une LNA en position de leadership pourrait encourager d'autres LNAs à s'impliquer au sein du Cluster. Les LNAs peuvent soutenir l'engagement des réseaux nationaux et partager les connaissances contextuelles et les expériences et bonnes pratiques afin d'améliorer la réponse humanitaire menée localement, et le lien avec le secteur du développement.

¹ Le Comité permanent interorganisations (IASC) considère que les LNAs sont les autorités étatiques du pays bénéficiaire de l'aide affecté, engagées dans l'aide, que ce soit au niveau local ou national, et les organisations engagées dans l'aide qui ont leur siège et opèrent dans leur propre pays bénéficiaire de l'aide et qui ne sont pas affiliées à une ONG internationale.

² L'IASC définit une WLO comme une organisation ayant un mandat et/ou une mission humanitaire qui est (1) gouvernée ou dirigée par des femmes ; ou (2) dont la direction est principalement composée de femmes, avec au moins 50 % d'entre elles occupant des postes de direction de haut niveau.

³ Le groupe de référence sur le handicap (DRG), qui fait partie du IASC, définit les OPD locales/nationales comme des organisations ou associations dirigées et gouvernées par des personnes en situation de handicap, qui s'engagent à respecter pleinement les principes et les droits consacrés par la CDPH. Une nette majorité de leurs membres doit être recrutée parmi les personnes en situation de handicap elles-mêmes. Cliquez [ici](#) pour plus d'informations.

⁴ Par souci de concision, le terme "Cluster" utilisé dans le présent document doit être compris comme incluant les AoR/ domaines de responsabilité.

⁵ [Directives du CPI sur le renforcement de la participation, de la représentation et du leadership des acteurs locaux et nationaux dans les mécanismes de coordination humanitaire du CPI.](#)

- ✓ Les LNAs représentent la communauté locale et pourraient soutenir la mobilisation de la population affectée afin qu'elle puisse mieux exprimer ses besoins et d'obtenir une action communautaire dans les processus dirigés par les Clusters, y compris HNO-HRP-HNRP.
- ✓ Les LNAs comprennent les normes culturelles, les dynamiques ethniques de leur contexte et peuvent communiquer dans les langues locales.
- ✓ En l'absence de coordinateur·rice·s internationaux·ales (par exemple, pendant la pandémie de COVID-19 ou lorsque les recrutements sont en cours), les LNAs peuvent soutenir le fonctionnement normal de la coordination humanitaire, en augmentant la durabilité, la prévisibilité, la continuité et la longévité du leadership.
- ✓ Le renforcement du leadership des LNAs en matière de coordination humanitaire permet de passer à un leadership national et de transférer le pouvoir et la responsabilité de l'action humanitaire aux acteurs nationaux. Pour en savoir plus, consultez ce document : [Changement des dynamiques de pouvoir : Explorer l'impact du leadership des organisations dirigées par des femmes dans la coordination de la lutte contre la violence liée au sexe](#) (1).

Différents types d'accords de partage de la direction avec les LNAs

1. Les LNAs comme agences chef de file des Clusters / AoRs

Une agence chef de file / co-chef de file d'un Cluster est une organisation humanitaire approuvée par le IASC pour diriger ou co-diriger un Cluster au niveau national, sur recommandation du/de la coordinateur·rice résident·e (RC) ou du/de la coordinateur·rice humanitaire (HC) après consultation de l'équipe de coordination humanitaire pays (HCT). Le/la représentant·e/directeur·rice de la CLA est responsable devant le RC/HC du fonctionnement du Cluster et de son rôle de fournisseur de dernier recours. Dans certains contextes, un ministère de tutelle ou une agence nationale est le chef de file ou le co-chef de file et reste responsable devant ses constituant·e·s au lieu du/de la coordinateur·rice humanitaire (RC/HC). Vous trouverez ci-dessous des outils/modèles et des études de cas de différents Clusters ou des LNAs sont chef de file / co-chef de file du Cluster/AoR.

Termes de référence pour la structure de coordination du groupe de travail sur la protection de l'enfance pour le Sud-Kivu, RDC

Consultez la [boîte à outils inter-agences sur la localisation dans la coordination humanitaire \(2\)](#) page 77



Étude de cas n° 1 : codirection du Cluster nutrition en Éthiopie par UNICEF et ENCU

En Éthiopie, le Cluster nutrition est dirigé par l'Unité gouvernementale de coordination de la nutrition d'urgence (ENCU), avec l'appui d'UNICEF. L'ENCU est hébergée au sein de la [Commission éthiopienne de gestion des risques de catastrophes \(2.1.\)](#) (EDRMC). Elle dirige la coordination des Clusters en plus d'être l'organe technique de nutrition d'urgence du gouvernement éthiopien. En tant que tel, l'ENCU dirige et coordonne les partenaires de la nutrition aux niveaux fédéral, régional et du district pour une préparation et une réponse cohérentes et efficaces en matière de nutrition d'urgence afin de sauver des vies et d'améliorer l'état nutritionnel des populations vulnérables pendant les situations d'urgence. ENCU dispose de personnel de coordination au niveau sous-national (coordinateur·rice·s et responsable de la gestion de l'information du gouvernement) dans 6 régions de l'Éthiopie. UNICEF, en tant que CLA, soutient les équipes ENCU au niveau sous-national dans leurs fonctions de coordination.



Étude de cas n° 2 : approche de coordination conjointe avec les autorités sanitaires nationales ou infranationales et le groupe sectoriel de la santé

[Selon le Guide du Cluster santé \(2.2.\)](#), « lorsque l'autorité sanitaire nationale ou infranationale est disposée à prendre la direction de la coordination de la réponse mais n'a pas la capacité de la diriger entièrement, l'OMS devrait s'efforcer d'établir une approche de codirection avec les autorités sanitaires ». Conformément à ces orientations et comme l'indique le [tableau de bord du Cluster Santé \(2.3.\)](#), 4 des 29 Clusters santé actifs sont actuellement coordonnés par le ministère de la santé.

2. Co-coordination nationale des Clusters/AoRs par les LNAs :

Sur la base du [document de définitions \(3\)](#), approuvé par le Groupe mondial de coordination des Clusters (GCCG) en mars 2023, un partenaire coordinateur de Cluster est une organisation humanitaire ou entité gouvernementale sélectionnée par l'agence chef de file du Cluster (CLA) **par le biais d'un processus consultatif pour fournir un appui au leadership** du Cluster au niveau national et/ou sous-national. Ce rôle facultatif peut renforcer la direction du Cluster mais ne remplace pas les obligations et responsabilités fondamentales de l'agence chef de file désignée, comme indiqué ci-dessus. **Le fait que ce rôle soit assumé par un acteur local ou national est considéré comme une bonne pratique.** Il y a eu différents exemples de la façon dont les Clusters et les AoRs ont pu soutenir la coordination par les LNAs et vous trouverez ci-dessous quelques outils et ressources utiles.

Exemples de processus d'établissement / de sélection d'un partenaire de coordination LNA	• Processus de coordination nationale des ONG du Sud-Soudan (3.1.) • Soudan du Sud – Critères de sélection pour l'ONG nationale co-coordinatrice (4)
Exemples de termes de référence de partenaires coordinateurs	• Cluster éducation du Sud-Soudan (5) • Nigeria CP AOR - Termes de référence ONG partenaire de coordination (6) • Cluster Sécurité alimentaire et moyens de subsistance au Sud-Soudan (6.1.)
Exemples de termes de référence de co-coordonateur·rice·s	• Cluster éducation du Sud-Soudan (7) • Soudan du Sud AoR VBG – TdR Co-coordonateur·rice (8) • Mali GBV AoR – TdR Co-Coordinateur·rice (8.1.) Ainsi que les Orientations détaillées (22.)
Exemples de protocoles d'accord entre les agences co-coordinatrice du Cluster	• Cluster éducation du Sud-Soudan (9)
Modèle de budget	• Cluster éducation du Sud-Soudan (10)
Modèles pour les processus d'expression d'intérêt	• Courriel du Cluster éducation du Sud-Soudan (11) et formulaire d'expression d'intérêt en ligne (11.1.) • Modèle d'appel à manifestation d'intérêt du domaine de responsabilité VBG (11.2.)
Étapes pour appuyer une WLO comme co-coordinatrice du domaine de responsabilité VBG	• Orientation (11.3.)
Inclusion du handicap dans l'action humanitaire	• Inclure les organisations de personnes en situation de handicap dans l'action humanitaire - fiche conseil (12.)



Étude de cas n° 3 : Cluster éducation du Sud-Soudan

Le Cluster éducation du Sud-Soudan (SSEC) a répondu à l'évolution et à la diversité des besoins grâce à une approche coordonnée et à **la promotion du leadership local dans la coordination du Cluster**. L'étude de cas complète et l'approche proposée sont disponibles [ici \(12.1.\)](#), en **anglais, français et espagnol**. En 2022, une co-coordinatrice de Cluster hébergé par l'organisation nationale Universal Network for Knowledge and Empowerment Agency ([UNKEA](#)) a été nommée, après un processus concurrentiel, au niveau national financé par DANIDA et Education Cannot Wait (ECW). La co-coordinatrice a parlé au GEC de l'impact du leadership local sur la prestation de services et de la manière dont il permet d'obtenir des résultats plus durables en matière d'éducation pour les enfants et la communauté. « Il est important que les partenaires locaux participent à la coordination car cela renforce la confiance au sein des communautés et garantit une action collective ou une responsabilité de la part des acteurs nationaux. » [Étude de cas sur le leadership local du groupe sectoriel de l'éducation du Sud-Soudan.](#)



Étude de cas n° 4 : le domaine de responsabilité de la protection de l'enfance au Nigeria (CP AoR) coordonné par [Goal Prime Organisation Nigeria \(GPON\)](#), une ONG nationale du Nigeria

Le CPAoR du Nigeria, sous la direction du gouvernement du Nigeria, du ministère des affaires féminines et du développement social et de UNICEF, est parvenu à un consensus sur la nécessité de confier la coordination du domaine de responsabilité à une ONG nationale en 2019. La première étape a consisté à créer des termes de référence par le biais d'un processus participatif. L'une des exigences incluses dans les termes de référence était que les candidats devaient être des ONG nationales actives dans les mécanismes de coordination de l'AoR sur la protection de l'enfance. Grâce à un processus compétitif, ouvert et transparent, Grow Strong Foundation, une ONG nationale, a été sélectionnée pour co-coordonner l'AoR sur la protection de l'enfance au Nigeria en 2019. C'était la première fois qu'une ONG nationale était sélectionnée pour coordonner le mécanisme d'évaluation de la protection de l'enfance au Nigeria. Après l'expiration du mandat de coordination de Grow Strong Foundation, une autre ONG nationale, Goal Prime Organisation Nigeria (GPON), a été élue en août 2022.



Étude de cas 5 : Le domaine de responsabilité VBG au Yémen (GBV AoR) coordonnée par l'Union des femmes du Yémen (YWU)

L'[Union des femmes du Yémen \(YWU\)](#), une organisation nationale dirigée par des femmes (WLO) du Yémen, coordonne l'AoR en matière de VBG au niveau national depuis 2019. YWU n'a pas été sélectionnée dans le cadre d'un processus concurrentiel, mais sur la base de son partenariat établi avec l'UNFPA, de sa large portée géographique et de ses liens étroits avec les structures de soutien communautaires et les réseaux de femmes. Alors que la coordination au niveau national s'est avérée très solide et basée sur un partenariat égal, l'AoR GBV au Yémen a adopté un processus de sélection compétitif et transparent lors de l'ouverture d'un poste de co-coordination cette année au niveau sous-national, à Marib. Cela a permis d'obtenir l'adhésion et l'acceptation des membres du groupe de travail lorsque YWU est apparue comme la meilleure candidate et a pris en charge la co-coordination au niveau sous-national.



Étude de cas n° 6 : Co-coordination par un acteur national du Cluster sécurité alimentaire et moyens de subsistance au Sud-Soudan

Le Cluster sécurité alimentaire et moyens de subsistance (FSLC) du Sud-Soudan est co-coordonné par SAADO, une ONG nationale. SAADO co-coordonne le FSLC au niveau national depuis 2023 et a été sélectionné à travers un processus compétitif et une élection par les partenaires du FSLC. Cela a permis de renforcer la coordination locale et opérationnelle dans le pays, d'accroître l'adhésion et l'acceptation des partenaires locaux et de renforcer la redevabilité. Le FSLC a également mis en place un groupe de travail sur la localisation dirigé par les ONG nationales membres du SAG, visant à soutenir et à faire progresser la localisation conformément à la stratégie globale du FSLC 2023-25 et à la stratégie de localisation 2023 du HCT du Sud-Soudan. Le FSLC considère la localisation comme une stratégie durable pour atteindre la sécurité alimentaire grâce à la participation active des communautés et des acteurs

locaux (organisations de la société civile, ONG, autorités locales et secteur privé) dans le cycle de vie du projet et plaide en faveur d'un projet visant à combler les principales lacunes en matière de capacités institutionnelles des ONG nationales.

3. Coordination infranationale par les LNAs :

Les processus et outils décrits ci-dessus pour mettre en place un/e co-coordonateur·rice au niveau national peuvent également être utilisés au niveau infranational pour aider les acteurs locaux et nationaux à saisir les opportunités de co-coordination. Parfois, les coordinateur·rice·s infranationaux·ales ont une double casquette et sont moins formalisés que l'équipe de coordination au niveau national. Toutefois, afin de reconnaître l'importance de leur contribution et d'apporter une reconnaissance formelle supplémentaire, il est recommandé que les coordinateur·rice·s infranationaux·ales et les organisations qui les accueillent s'assurent de documenter leurs rôles et leurs responsabilités. Cliquez sur les liens ci-dessous pour obtenir des outils et des modèles utiles pour la sélection des partenaires LNAs de co-coordination au niveau sous-national.

Exemple de critères de sélection d'un partenaire coordinateur infranational

- Cliquez [ici \(13.\)](#) pour accéder à l'exemple du Cluster WASH au Nigeria lors de la sélection d'une ONG nationale pour co-coordonner le secteur WASH dans l'État de Yobe. [Présentation de la coordination sous-nationale du Cluster Sante du Soudan sur les rôles et responsabilités, la redevabilité, les critères et processus de sélection \(13.1.\)](#)

Exemple de cahier des charges, d'appel à manifestation d'intérêt et de critères de sélection des coordinateur·rice·s WLO infranationaux·ales

- [Appel à manifestation d'intérêt pour un/e co-coordonateur·rice WLO dans l'État de Warrap \(y compris les TdR et les critères de sélection\) \(13.2.\)](#)
- [Yémen AoR VBG – Appel à manifestation d'intérêt et TdR pour une WLO co-coordinatrice à Marib \(13.3\)](#)



Étude de cas 7 : Renforcement du Cluster Éducation de la RDC à Goma

À Goma, en 2023, le Cluster Éducation a appuyé l'intensification de la réponse humanitaire basée sur des besoins croissants et la mise en place du fonds de réponse d'urgence ECW FER. Grâce à la collaboration avec les LNAs qui participaient activement au niveau sous-national, le Cluster Éducation de la RDC a soutenu l'organisation nationale [AIDES](#) de la RDC, pour accueillir un co-coordonateur sous-national à Goma, qui a été appuyé financièrement par Save the Children. L'objectif est de s'assurer que le leadership et la prise de décision sont le fait d'une personne et d'une organisation ancrées dans le contexte local.



Étude de cas n° 8 : Taimako Community Development Initiative (TCDI) co-coordonne le secteur WASH dans l'État de Yobe, au Nord-Est du Nigeria

Dans le Nord-Est du Nigeria, avec le système de Clusters en place depuis 2016, la coordination du secteur WASH dans l'un des trois États (Yobe) a été renforcée en 2023 par l'ajout d'une ONG nationale co-coordinatrice, [Taimako Community Development Initiative](#) (TCDI), pour soutenir la plateforme dirigée par UNICEF avec le ministère des ressources en eau. L'initiative est venue de la plateforme sous-sectorielle elle-même, qui a sélectionné collectivement l'organisation la plus active, sur la base de son empreinte opérationnelle et de sa capacité de coordination dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH). La proposition formelle de TCDI avec des critères de justification pour la co-coordination dans l'État de Yobe a été soumise le 3 juillet 2023 au coordinateur du secteur WASH, puis approuvée à l'unanimité par tous les membres du groupe consultatif stratégique (SAG) le 11 juillet 2023. Cliquez [ici \(13.4.\)](#) pour accéder aux critères appliqués pour la sélection de TCDI en tant que partenaire co-coordonateur sous-national.



Étude de cas n° 9 : [Women for Change](#) étend la co-coordination du niveau sous-national dans l'État de Warrap à la coordination nationale à Juba.

En février 2022, l'AoR VBG au niveau sous-national dans l'État de Warrap, au Sud-Soudan, a ouvert un rôle de coordination pour une WLO. Un appel à manifestation d'intérêt a été publié et dix WLO ont candidaté. Women for Change (WFC) a été sélectionnée par un comité de sélection inter-agences. Elle a rejoint le groupe de travail sur les VBG en tant que deuxième coprésidente, assurant le leadership aux côtés de la présidente du groupe (le ministère de l'égalité des genres, de l'enfance et de la protection sociale) et de la coprésidente (The Organisation of Children in Harmony - TOCH), une organisation dirigée par des hommes. Parmi les défis à relever, citons la négociation de rôles égaux pour les deux coprésident·e·s, afin que le Women for Change ne se charge pas uniquement du travail administratif (par exemple, des communications et de la rédaction des procès-verbaux). Les mesures d'atténuation ont consisté à établir un calendrier avec le/a co-responsable afin de partager les responsabilités et d'alterner les tâches clés telles que la co-présidence, la rédaction des procès-verbaux et le partage des résultats avec les membres du groupe de travail et l'AoR VBG nationale. Après deux ans de coordination réussie, WFC a soumis une manifestation d'intérêt pour le rôle de co-coordinatrice au niveau national lorsque le rôle a été ouvert au début de 2024 et a été sélectionnée par le biais d'un processus de sélection concurrentiel. L'[étude de cas complète \(14.\)](#) est disponible, ainsi que le [kit de ressources sur le leadership en matière de coordination de l'OML \(15.\)](#) qui présente les défis et les réussites des co-coordonateur·rice·s locaux·ales. Ce dossier contient des ressources sur la manière d'établir une co-coordination plus équitable et de créer un espace pour le leadership des femmes.



Étude de cas n° 10 : les coordinateur·rice·s LNA infranationaux·ales du Cluster Santé du Soudan (GHC)

Au sein du Cluster Santé du Soudan, six co-coordonateur·rice·s sous-nationaux·ales soutiennent les opérations - cinq dans la zone Ouest et un/e dans la zone centrale. Depuis fin 2024, deux postes dans la zone Ouest sont occupés par des ONG locales/nationales (L/NGO) : [SUDO](#) et [DCD](#). Le processus de sélection comprenait des manifestations d'intérêt, des nominations, des examens de CV, des entretiens et des annonces finales en collaboration avec les partenaires du Cluster santé sous-national du Darfour. Les co-coordonateur·rice·s nouvellement nommé·e·s sont intégré·e·s et leurs performances sont suivies sur une période de 5 à 11 mois, renouvelable sur la base des évaluations. Au niveau global, il y avait 120 centres de coordination sous-nationaux du Cluster santé en 2024, dont 41 % étaient coordonnés par le ministère de la Santé et 10 % par des L/NGO. La stratégie de localisation du Cluster Santé global vise à augmenter la co-coordination par des LNA à 50 % des hubs sous-nationaux et au moins 30 % des Clusters nationaux d'ici 2025. Les prochaines étapes au Soudan incluent le partage des capacités, des activités d'intégration et des réunions régulières pour améliorer la communication et renforcer la collaboration.

4. Adhésion de LNA aux groupes consultatifs stratégiques (SAG) au niveau national et mondial

L'objectif principal d'un SAG est de promouvoir et de conduire la mise en œuvre de la stratégie du Cluster / des AoRs, en veillant à ce que les décisions prises et les actions poursuivies représentent la diversité des partenaires du Cluster. Les LNA doivent être encouragées à participer en s'assurant qu'elles sont membres du SAG. Cela facilite leur engagement et leur influence dans les processus de planification et contribue à instiller un sentiment d'appropriation qui peut aider à promouvoir la continuité étant donné la fréquence élevée de rotation du personnel des ONGI et des Nations unies. Cliquez sur les liens ci-dessous pour obtenir des outils et des modèles utiles pour l'intégration des LNA dans les SAGS.

Modèle de groupe consultatif stratégique (SAG)	Cliquez ici (16.)
Termes de référence pour le SAG du Cluster sécurité alimentaire et moyens de subsistance du Sud-Soudan	Cliquez ici(17.)
SAG du Cluster CCCM au Yemen - Termes de référence	Cliquez ici (18.)
Cluster Santé en Éthiopie – Termes de référence	Cliquez ici (18.1.)



Étude de cas 11 : Adhésion des LNA au SAG du Cluster Wash Global (GWC)

Le GWC compte 2 acteurs nationaux comme membres du SAG sur 12. Les membres fournissent une supervision stratégique et des conseils à l'équipe de soutien et de plaidoyer du Cluster (CAST) et représentent les membres auprès du Cluster. Alors que le CAST décide des questions opérationnelles quotidiennes du GWC, le SAG s'assure que les décisions sont basées sur les meilleures informations disponibles et qu'elles sont dans le meilleur intérêt des populations affectées desservies par le GWC et ses membres, en alignant les plans stratégiques et opérationnels et les priorités avec le secteur plus large de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH). Pour plus d'informations sur le SAG, veuillez vous référer [aux termes de référence \(19.\)](#)



Étude de cas n° 12 : Cluster éducation du Sud-Soudan

Fin 2023, le Cluster éducation du Sud-Soudan a révisé [les termes de référence de son Groupe consultatif stratégique \(SAG\) \(20.\)](#) pour encourager explicitement la parité hommes-femmes et la représentation des femmes et des organisations nationales et locales, y compris des organisations de femmes. Le Cluster a organisé une élection pour sélectionner les nouveaux membres du SAG. Sur les 12 membres du SAG, 4 sont des organisations locales et 1 représente le ministère de l'éducation (42% de représentant·e·s locaux·ales). 4 des représentantes des membres du SAG sont des femmes, l'une d'entre elles représentant une organisation locale dirigée par des femmes, [Mission Trust Aid](#). Cela a considérablement amplifié les voix de femmes et filles dans toute leur diversité au sein de cette plateforme stratégique cruciale pour plus de 100 organisations membres du Cluster Éducation et a aidé tous les partenaires à mieux centrer les expériences spécifiques, les besoins, les obstacles et les risques pour les filles du Sud-Soudan dans la réponse Education en Situation d'Urgences.



Étude de cas n° 13 : les organisations dirigées par des femmes sont les membres principales du domaine de responsabilité VBG global.

Fin 2021 et 2022, l'AoR VBG a entrepris une révision complète de sa structure de gouvernance mondiale afin de prendre en compte la diversité et l'inclusion. Ce processus s'est concentré sur le renforcement de la participation des organisations locales, la révision des critères d'adhésion et le renforcement de l'influence dans la prise de décision. La localisation étant au premier plan de son agenda, l'AoR VBG a lancé un appel à candidatures ciblant spécifiquement les organisations locales et dirigées par des femmes en Somalie, au Nigéria et au Sud-Soudan, afin que leurs voix et leurs opinions soient intégrées dans cette révision. Les [critères de candidature \(voir ici\) \(21.\)](#) ont été mis à jour pour refléter une plus grande inclusion des acteurs locaux et nationaux.

Après l'évaluation de plus de 30 candidatures, deux organisations dirigées par des femmes du Nigeria et du Sud-Soudan ont été sélectionnées en tant que membres de l'AoR VBG. Ces organisations sont

désormais membres de l'organe stratégique et décisionnel de l'AoR VBG et ont influencé la révision de la structure de gouvernance afin d'intégrer la participation des organisations locales et des organisations dirigées par des femmes. Ces deux WLOs sont en train de mettre en place un groupe de travail sur la localisation en collaboration avec une ONGI membre de l'AoR VBG.



Étude de cas n° 14 : Groupe consultatif stratégique du Cluster santé en Éthiopie

En 2024, la FIDO, une ONG nationale éthiopienne, était membre du SAG du Cluster santé en Éthiopie. Son représentant a également contribué activement à l'orientation stratégique fournie par le groupe de pilotage pour la localisation du Cluster, qui a élaboré la stratégie de localisation du Cluster Santé en 2024. Globalement, en 2024, 60 % des 29 Clusters santé activés disposaient d'un SAG, les LNA's représentant en moyenne 20% de leurs membres, ce qui correspond au pourcentage d'ONGI. Comme indiqué dans la [stratégie de localisation du GHC \(21.1\)](#), l'objectif est d'augmenter la proportion de membres LNA's au sein du SAG à 30 % d'ici la fin 2025.

5. Leadership des LNA's dans les groupes de travail techniques :

Les groupes de travail techniques (GTT) sont de petite taille, axés sur des tâches précises et pour une durée limitée dans le temps. Ils sont mis en place par le(s) coordinateur·rice·s de Cluster ou par le SAG uniquement s'il est nécessaire de soutenir des domaines de travail techniques ou thématiques spécifiques au sein des Clusters et/ou entre eux (par exemple, pour développer des normes minimales). Les résultats attendus d'un GTT sont généralement définis dans des termes de référence ; le groupe se dissout lorsque ceux-ci sont terminés. Certains groupes de travail techniques sont présidés par des LNA's, d'autres par des coprésident·e·s, en fonction du contexte. Cliquez sur les liens ci-dessous pour obtenir des outils et des modèles utiles pour l'intégration des LNA's dans les GTT.

Exemple de TdR pour un groupe de coordination nationale sur les VBG

Consultez la [boîte à outils inter-agences sur la localisation dans la coordination humanitaire \(2.\)](#) page 82



Étude de cas n° 15 : des organisations locales dirigées par des femmes dirigent des groupes de travail techniques

Au sein du Cluster éducation en Ukraine, l'organisation locale dirigée par des femmes, [Montessori Ukraine](#), qui opère dans plusieurs régions d'Ukraine, notamment Mykolaiv, Kharkiv, Sumy, Chernihiv et Dnipro, et qui se concentre sur le soutien aux enfants touchés par le conflit, a mis en place et

dirigé le GTT sur le développement de la petite enfance, qui n'était pas actif auparavant mais qui est une priorité étant donné l'impact de la guerre sur les enfants ukrainiens de tous âges. L'impact de cette initiative semble être une focalisation accrue sur ce sujet dans l'ensemble du Cluster, mais surtout un engagement local plus important dans le domaine du développement de la petite enfance ainsi que l'intégration des droits des femmes dans les leaderships et les processus du Cluster.



Étude de cas n° 16

[ONG locales coprésidant des groupes de travail techniques au sein du Cluster Santé du Nord-Ouest de la Syrie \(21.2\)](#) : En 2024, 93 % des 29 Clusters santé disposaient de groupes de travail techniques, dont 14 % étaient coprésidés par des ONG nationales. Dans le Nord-Ouest de la Syrie, le Cluster santé comptait huit GTT coprésidés par des ONG locales et nationales. Ces ONG, identifiées comme des LNA, comprenaient SRD (soins de santé primaires et traumatisme/handicap), UOSSM (MHPSS), SEMA (maladies non transmissibles), SIG (vaccination) et AFAQ (Communication des risques et engagement communautaire). Leur expertise a démontré un véritable leadership dans la réponse technique en matière de santé.

6. Leadership des LNA pendant les processus du cycle du programme humanitaire (HPC)

Les acteurs locaux et nationaux jouent également un rôle de premier plan dans les processus du HPC.

• PRÉPARATION



Étude de cas n° 17 : L'autorité nationale et la société de la Croix-Rouge népalaise (NRCS) dirigent le Cluster Abris Népal en matière de préparation.

Au Népal, il existe des mécanismes de type Cluster hérités de l'activation à grande échelle du Cluster en 2015 à la suite d'une série d'important tremblements de terre. Entre 2016 et 2021, plusieurs mécanismes de coordination contextuelle furent mis en place suite à la désactivation du Cluster par le biais d'un co-leadership entre les agences de l'ONU, les ONGI et le gouvernement national. En 2022, il a été demandé de passer à une coordination locale et la [Société de la Croix-Rouge du Népal](#) (NRCS) a pris la tête d'un mécanisme similaire au Cluster Abris, conjointement avec les autorités nationales, avec le soutien de la FICR et du Cluster Abris global. Depuis, la NRCS et les autorités ont coordonné des réponses aux

tremblements de terre et aux inondations, y compris les activités de préparation et de planification d'urgence.



Étude de cas n° 18

Au Sud-Soudan, le fonds commun d'OCHA en 2024 a été réservé à la réponse rapide aux nouvelles urgences et aux urgences soudaines. Étant donné que ce fonds est une source de financements importante pour les acteurs locaux, il a été mis en évidence comme une ressource clé pour impliquer les acteurs locaux dans la préparation humanitaire. Voir la page 4 du [document OCHA Country Based Pooled Fund Global Guidance \(21.3. anglais, français, espagnol et arabe\)](#) pour les exigences en matière de localisation.

• ÉVALUATION ET ANALYSE DES BESOINS



Étude de cas n° 19

Au Cameroun, l'éducation étant au cœur du conflit séparatiste, l'accès et la présence des acteurs de l'éducation dans les communautés sont limités et les communautés se méfient souvent des personnes extérieures. Par conséquent, pour les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, une évaluation conjointe des besoins en éducation a été organisée, dirigée principalement par des acteurs locaux et nationaux qui étaient présents ou avaient des liens avec toutes les communautés. Cela a permis de mettre en place un processus de collecte de données plus holistique et mieux informé, analysé par les acteurs locaux afin de mieux informer la réponse et les priorités.



Étude de cas n° 20 : Création de groupes de travail sur le handicap, l'âge et l'inclusion à Cox's Bazar, au Bangladesh

La mise en place de groupes de travail sur le handicap, l'âge et l'inclusion, coprésidés ou codirigés par des organisations locales de personnes en situation de handicap (OPD), a contribué de manière significative au cycle du programme humanitaire (HPC), en influençant à la fois les besoins et les plans de réponse. Au Bangladesh, suite à l'afflux soudain de plus de sept cent mille réfugiés dans le district de Cox's Bazar en 2017, un groupe de quatre ONG locales et internationales a reconnu le besoin urgent d'une réponse prenant en compte le handicap et l'âge. Ces organisations ont collaboré pour promouvoir l'inclusivité par le biais du développement des capacités, du plaidoyer, du soutien technique et de l'amélioration de la collecte de données sur les personnes en situation de handicap et les personnes âgées, en veillant à ce que leurs besoins soient intégrés dans la réponse humanitaire.

En 2018, ces quatre ONG ont créé le groupe de travail sur l'âge et le handicap (ADWG), une initiative unique qui a rassemblé divers acteurs humanitaires. Il s'agissait notamment d'OPD locales, d'ONG

locales et de représentant·e-s de divers secteurs humanitaires, tous·tes déterminé·e-s à favoriser une réponse inclusive qui réponde aux défis spécifiques auxquels sont confrontés les personnes en situation de handicap et les personnes âgées. En engageant les OPD en tant que membres actifs de l'ADWG, le groupe a démontré un modèle pratique pour les futurs accords de travail, garantissant que les acteurs locaux - en particulier ceux qui représentent des groupes marginalisés - soient au premier plan des processus de prise de décision humanitaires.

- **PLANIFICATION DE LA REPONSE STRATEGIQUE**



Étude de cas n° 21

Le processus d'élaboration de la stratégie du Cluster Éducation du Nord-Ouest de la Syrie a été mené et pris en charge au niveau local, avec des organisations locales qui ont organisé et dirigé le processus. Cela signifie que la stratégie était davantage basée sur des preuves locales et qu'elle était inclusive en se concentrant sur l'apprentissage et le bien-être dans les zones à besoins élevés avant et après le tremblement de terre de 2023. Le Cluster Nord-Ouest de la Syrie a mobilisé et utilisé les capacités de tous les acteurs de l'éducation, ce qui a donné lieu à un atelier de développement de la stratégie au niveau national pour les partenaires de l'éducation et les parties prenantes, ainsi qu'à cinq ateliers locaux supplémentaires en arabe organisés par les partenaires locaux pour garantir la prise en compte des contributions, de la participation, de la consultation et de la prise de décision à l'échelon local.

- **PLAIDOYER ET MOBILISATION DES RESSOURCES**

La viabilité financière du rôle de coordinateur·rice est une considération majeure. Les coordinateur·rice·s de Cluster et les agences chef de file doivent soutenir stratégiquement le partenaire national de coordination dans ce domaine et soutenir le plaidoyer auprès des donateurs pour toute demande de financement pertinente. Consultez la [boîte à outils inter-agences sur la localisation dans la coordination humanitaire \(2.\) Page 50 - Outil de plaidoyer](#) concernant le financement direct et pluriannuel pour les LNAs. Le soutien d'UNICEF et de Save the Children (agences chef de file du Cluster éducation) au Sud-Soudan a permis au partenaire co-coordonateur de recevoir un financement pluriannuel par le biais du MYRP de Education Cannot Wait.



Étude de cas n° 22

L'AoR VBG a testé différents modèles de financement pour appuyer les rôles de coordination par des WLOs. Au Yémen et au Soudan, l'UNFPA a collecté des fonds pour un poste de coordination par une WLO. En Somalie et au Sud-Soudan, l'AoR VBG a établi un partenariat avec Trocaire qui a financé le poste de la co-coordinatrice issue de la WLO sélectionnée, ainsi qu'un appui et un mentorat continus.



Étude de cas n° 23

au Sud-Soudan, le Cluster Éducation a géré un mécanisme de financement commun mis en place par Save the Children à partir du fonds People's Postcode Lottery de Save the Children, où les acteurs locaux de l'éducation ont pu utiliser des fonds flexibles pour répondre rapidement aux besoins en matière d'éducation. Une manifestation d'intérêt pour ce fonds a été partagée et remplie par les acteurs locaux et nationaux, après quoi un [formulaire de retour d'information sur le processus de demande PDF \(21.4.\)](#) a été créé et rempli par les demandeur·euse·s pour comprendre la facilité du processus et son accessibilité pour les acteurs locaux, afin de permettre les améliorations futures de ce processus.

- **MISE EN ŒUVRE ET SUIVI**



Étude de cas n° 24

début 2023, le domaine de responsabilité de la protection de l'enfance (CPAoR) du Nigeria a mis en œuvre le processus d'évaluation de ses progrès en matière de localisation en utilisant un outil du CPAoR global, afin de produire son propre tableau de bord de localisation. Ce processus a été mené par le groupe de travail sur la localisation du CPAoR du Nigeria, avec le soutien de [Goal Prime Organisation Nigeria](#) (GPON), et des membres du CPAoR. Le résultat a été que le Cluster a eu un aperçu de sa situation actuelle, à travers une série de dimensions de localisation, ainsi que la mise en évidence d'autres domaines d'opportunité sur lesquels travailler davantage. Le CPAoR du Nigeria a ainsi pu créer une stratégie/un plan de travail de localisation basé sur les données issues de [ce tableau de bord \(24.\)](#).

De même, au niveau global, le Cluster nutrition (GNC) a pu développer sa [Feuille de route sur la localisation 2024-2025](#) & [Résumé \(25.\)](#) pour fournir une vue d'ensemble des efforts actuels du GNC contribuant à la localisation tout en articulant les activités requises pour soutenir un environnement plus favorable à une réponse humanitaire menée localement au niveau des pays.

Le Cluster Santé global a élaboré sa [stratégie de localisation \(25.1.\)](#) en 2024 et lancera son cadre de suivi des résultats au début de 2025. Le Cluster publiera, sur sa [page web dédiée à la localisation](#), des rapports publics semestriels sur ses réalisations et compile une série d'outils pour soutenir la contextualisation et l'opérationnalisation de la stratégie de localisation. Actuellement, quatre Clusters et groupes sectoriels de santé ([Tchad](#), [Burkina Faso](#), [République centrafricaine](#) et [Nord-Est du Nigeria](#)) ont développé des plans d'action de localisation, avec des contributions de plus de 120 LNA. Ces dernières sont activement engagées dans la promotion de la localisation au sein de leurs Clusters, tant au niveau national qu'infranational.

Mesurer la localisation dans les mécanismes de coordination

Tableau de bord global pour tous les pays où le Cluster nutrition est activé

- [Outil du tableau de bord de localisation du CPAoR et conseils en anglais, français, espagnol et arabe \(25.2.\)](#)
- [Tableau de bord de localisation du Cluster nutrition global \(25.3.\)](#)

7. La localisation mène la transition vers la désactivation des Clusters

Les acteurs locaux et nationaux jouent un rôle clé lors de la désactivation des Clusters, du point de vue de la durabilité et de la continuité. Sur la base des expériences en Irak et en Libye, il est essentiel que les acteurs locaux et nationaux soient impliqués très tôt dans la planification de la transition.



Étude de cas n° 25 : Cluster Abris du Honduras - Transition et désactivation vers une LNA

Le Cluster Abris au Honduras a été activé en janvier 2021 sous la direction de la FICR avec Global Communities comme co-coordonateur. Global Communities a recruté une personne nationale pour le rôle de co-coordonateur, qui avait déjà travaillé avec les autorités. Il a invité le ministère du développement et de l'inclusion sociale, l'association des gouvernements municipaux et les maires de toutes les municipalités affectées à se joindre aux réunions régulières du Cluster abris. En partageant leurs besoins humanitaires urgents, des alliances clés ont été créées et un système de coordination local solide a été mis en place. Le mandat de la FICR, qui consiste à soutenir les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, a été à l'origine des efforts de localisation du Cluster abris au Honduras. [La Fundación Nacional para el Desarrollo de Honduras](#) (FUNADEH) est l'une des organisations nationales actives et l'un des membres du Cluster qui ont participé à une formation à la coordination dirigée par le point focal régional pour les Amériques du Cluster abris global. Cette formation a permis à la FUNADEH de collecter des fonds et d'embaucher des points focaux de

coordination. En 2024, le HC/HCT a transféré la coordination humanitaire aux LNAs, désactivant ainsi le système des Clusters. La FUNADEH reprend maintenant la direction de la coordination du Cluster Abris conjointement avec les autorités nationales.



Étude de cas n° 26 :
Aperçu de la transition humanitaire en Irak

En 2023, les efforts de l'équipe humanitaire pays en Irak se sont concentrés sur le renforcement de l'appropriation par le gouvernement en transférant progressivement les opérations humanitaires et le rôle de coordination aux ministères de tutelle du gouvernement irakien et du gouvernement régional du Kurdistan. Cela fit suite à la désactivation complète du système Cluster humanitaire en décembre 2022, remplacé par des secteurs, des forums et des groupes de travail, coprésidés par les ministères compétents. Le gouvernement irakien a pris la direction de ses secteurs respectifs, les Nations unies et les ONG restant activement impliquées en tant que coprésidentes et continuant à fournir des conseils et une expertise techniques.

De nombreux acteurs internationaux ont progressé dans leurs stratégies de localisation, en donnant aux acteurs locaux les moyens de diriger les efforts humanitaires, de paix et de développement. Les acteurs gouvernementaux ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités, comme en témoigne la formation dispensée au personnel du ministère de l'éducation pour identifier les enfants à risque et les enfants ayant des besoins supplémentaires. Les ONG locales ont également bénéficié d'un renforcement de leurs capacités en matière de cohésion sociale, de plaidoyer et de communication. En outre, les acteurs internationaux ont continué à travailler en partenariat avec les organisations locales qui dirigent la mise en œuvre des programmes de cohésion sociale et de protection.⁸

Défis et recommandations concernant le leadership des LNAs dans les mécanismes de coordination humanitaire

Défis et risques	Recommandations et mesures d'atténuation
Il existe des obstacles à l'accès des LNAs aux financements à long terme dans le cadre des interventions d'urgence. Il peut donc être difficile pour elles, sans soutien, d'assumer des fonctions de co-coordination pendant une période prolongée, en particulier lorsque ces fonctions ne sont pas responsables de la mise en œuvre directe d'un projet.	• Inclure dans les critères de sélection que la LNA potentielle démontre sa capacité à rechercher activement des opportunités de financement pour la continuité de son appui au poste de coordinateur·rice. • La viabilité financière du rôle de coordinateur·rice est une considération majeure. Les coordinateur·rice·s de Clusters et les CLA doivent soutenir stratégiquement le partenaire coordinateur national dans ce domaine et soutenir le plaidoyer⁶ auprès des bailleurs de fonds pour toute demande de financement pertinente. Le soutien d'UNICEF et de Save

⁶ Consultez la [boîte à outils inter-agences sur la localisation dans la coordination humanitaire](#) Page 50 - Outil de plaidoyer concernant le financement direct et pluriannuel des LNAs

⁸ Aperçu de la transition humanitaire en Irak 2024 - <https://reliefweb.int/report/iraq/iraq-humanitarian-transition-overview-2024-june-2024-enarku>

	the Children (les agences chef de file du Cluster éducation) au Sud-Soudan a permis au partenaire de co-coordination de bénéficier d'un financement pluriannuel dans le cadre du programme MYRP de Education Cannot Wait. Le domaine de responsabilité VBG a testé différents modèles de financement pour soutenir les rôles de coordination par des WLOs. Au Yémen et au Soudan, l'UNFPA a collecté des fonds pour le poste de coordination occupé par une WLO. En Somalie et au Sud-Soudan, le domaine de responsabilité VBG a établi un partenariat avec Trocaire qui a fourni les financements, un appui et un mentorat continus à la WLO sélectionnée.
Les postes de coordination humanitaire ont toujours été occupés par des organisations internationales et il pourrait donc y avoir un problème d'inclusion et d'accès à l'information pour les organisations nationales qui assument ces rôles, ce qui obligerait les coordinateur·rice·s de Clusters à travailler activement pour faciliter le processus d'inclusion du/de la coordinateur·rice de l'ONG locale dans les processus inter-Clusters.	• Examiner l'accessibilité des mécanismes de coordination aux LNAs, y compris le lieu, la langue et le calendrier des réunions de Cluster avec les LNAs afin d'accroître la participation aux réunions. • Afin d'institutionnaliser le rôle, la fonction de co-coordonateur·rice de Cluster doit être incluse dans les termes de référence du Cluster et le partenaire doit signer un protocole d'accord ou un accord de partenariat de coordination avec l'agence chef de file du Cluster. • Les coordinateur·rice·s de Cluster doivent aider le/la coordinateur·rice à être inclus·e et reconnu·e dans les structures inter-Cluster pour lui permettre de s'engager de manière significative, notamment en le/la présentant à différentes parties prenantes à différents niveaux. Cela nécessite de cultiver la confiance, une communication ouverte et un respect mutuel entre toutes les parties prenantes. • Le/la coordinateur·rice doit recevoir une orientation appropriée de la part de l'équipe pays et de l'équipe du Cluster global.
Après un long processus de renforcement des capacités, le/la coordinateur·rice national·e peut être transféré·e dans une autre organisation avant la fin de son mandat, ce qui pourrait entraîner une perte de la rétention des connaissances dans le cadre de sa fonction.	• Des dispositions doivent être prises pour que l'agence chef de file du Cluster ou un membre du Cluster (par exemple une ONGI) soutienne le/la coordinateur·rice LNA. Cela devrait inclure le renforcement des capacités, y compris le soutien technique et le mentorat, ainsi que le renforcement institutionnel à plus long terme pour l'organisation et le financement du poste de coordinateur·rice. • La durée du mandat du partenaire doit être d'au moins deux à trois ans en raison de la longueur du processus de nomination des organisations et de l'investissement consenti pour recruter le/la coordinateur·rice. Une fois la durée de mandat convenue écoulée, le Cluster doit suivre le même processus d'expression d'intérêt pour rechercher de nouvelles LNAs susceptibles de devenir le partenaire coordinateur du Cluster.
Les pays peuvent avoir des HCT actives sans Clusters pleinement activés, mais avec des groupes de travail sectoriels qui restent actifs même après la phase d'urgence. Ces groupes soutiennent la	• Il est essentiel de s'adapter aux mécanismes de coordination locaux pour garantir la durabilité et l'autonomisation des mécanismes de coordination au niveau local. Il s'agit à la fois de cartographier et de

planification d'urgence et l'action anticipée, mais manquent souvent d'expertise en matière de coordination humanitaire ou ont un mandat limité pour une coordination inclusive. Par exemple, leur mandat ne tient pas compte de l'ensemble de la population touchée : migrant-es, populations déplacées, réfugié-es, rapatrié-e-s, communautés d'accueil, etc.	comprendre les structures de coordination existantes. Cela peut impliquer la formation, l'établissement de liens entre les ressources mondiales et les organes de coordination nationaux et infranationaux, la promotion de ressources supplémentaires, la production de contenu d'orientation dans les langues locales, etc.
Certains Clusters et domaines de responsabilité ne savent pas par où commencer lorsqu'il s'agit d'accroître le leadership local au sein de leur Cluster, en raison d'un manque de compréhension de leurs progrès actuels ou parce qu'ils ne savent pas comment réaliser ce qu'ils veulent faire.	• Pour améliorer le leadership et la participation des acteurs locaux et nationaux, il est recommandé d'organiser des sessions de partage des capacités afin d'écouter et d'apprendre des autres groupes aux niveaux infranational, national, régional et mondial. • Pour permettre aux Clusters de comprendre où ils en sont dans les différentes dimensions de la localisation, il est recommandé qu'ils s'évaluent eux-mêmes à l'aide d'un tableau de bord de la localisation. Ce tableau peut ensuite servir de base à de futures actions et activités de localisation.
De manière générale, et en plus de la mesure des progrès de la localisation, la performance des coordinateur·rice·s - qu'ils soient issu·e·s d'organisations internationales ou de LNAs - reste une question cruciale pour tous les Clusters. Il est également important que les coordinateur·rice·s fournissent un retour d'information à l'agence chef de file du Cluster sur les facteurs qui favorisent ou limitent leurs performances.	• Lors du recrutement et de la sélection des coordinateur·rice·s, lors de la manifestation d'intérêt, dans les termes de référence et le protocole d'accord, spécifier clairement les mécanismes d'évaluation des performances du/de la coordinateur·rice (par exemple, la fréquence de l'examen, les objectifs à atteindre et le soutien nécessaire). De même, intégrer des mécanismes de retour d'information dans les deux sens, en clarifiant le soutien requis de la part de l'agence chef de file du Cluster pour assurer l'intégration du/de la coordinateur·rice et tout soutien nécessaire. Veiller à ce que les mécanismes de résolution des litiges soient intégrés dans le protocole d'accord.

Logo des acteurs locaux et nationaux référencés dans ce document :



Additional Resources

1. Pour améliorer le leadership et la participation des acteurs locaux et nationaux, il est recommandé d'organiser des sessions de partage des capacités afin d'apprendre des autres Clusters aux niveaux infranational, national, régional et mondial. Le groupe de travail sur la localisation du groupe mondial de coordination des Clusters a facilité un certain nombre de webinaires pour différentes régions géographiques où les collègues des Clusters ont partagé la façon de promouvoir la localisation et ont formulé des recommandations sur la façon de reproduire cela dans d'autres pays.

Webinaires de partage d'expérience

- [GCCG LWG 2023 MENA inter-Cluster localisation capacity sharing \(enregistrement en anglais\)](#)
- GCCG LWG 2024 [Amérique latine et contextes hispanophones Enregistrements des webinaires du GCCG sur la localisation](#) (disponibles en anglais, espagnol et français)
- GCCG LWG 2023 Webinaire de leçons apprises pour l'inter-Cluster - [PowerPoints en FR & ENG](#) (pas d'enregistrement)
- [Webinaire de Leçons du Sud-Soudan \(enregistrement en anglais\)](#) par la communauté de pratique GEC Localisation
- [Webinaire de Leçons du Yémen \(enregistrement en anglais\)](#) par la communauté de pratique GEC Localisation

Documentation des initiatives de localisation

- Rapport sur les bonnes pratiques dans la région MENA ([ANGLAIS](#)) ([ARABE](#))
- [Bonnes pratiques du CPI en matière de localisation \(26.\)](#) et [exemples pays](#)

2. Module d'apprentissage en ligne sur la localisation inter-Cluster dans le cadre de la coordination humanitaire : [anglais, français, espagnol et arabe](#)
3. [Boîte à outils inter-agences sur la localisation dans la coordination humanitaire - anglais, français, espagnol et arabe \(2.\)](#)
4. Boîte à outils du tableau de bord de localisation du CPAoR : [Outil de tableau de bord de localisation du CPAoR et conseils en anglais, français, espagnol et arabe](#)
5. [Guide du GEC sur la localisation et le HNRP et les stratégies de Cluster \(27.\)](#) et la [note d'orientation du GEC sur la localisation et le HPC \(28.\)](#)
6. [La page Web consacrée à la localisation des Clusters santé comprend la stratégie globale de localisation des \(disponible en anglais, français et espagnol\), une étude de référence sur la localisation dans les Clusters anté, des études de cas et des articles mettant en lumière les réalisations des Clusters. En 2025, elle proposera également une série d'outils, le cadre de suivi des résultats, des rapports publics et des ressources supplémentaires \(29.\).](#)